



**RAPPORT DE
MISSION
WP N°3
Etude de marché
Atelier
Compétences
Internationales**

Interreg



UNION
EUROPÉENNE

Caraïbes

Fonds européen de développement régional

RECAVACA

Réseau Caraïbéen pour la Valorisation du Cacao



UNION
EUROPÉENNE



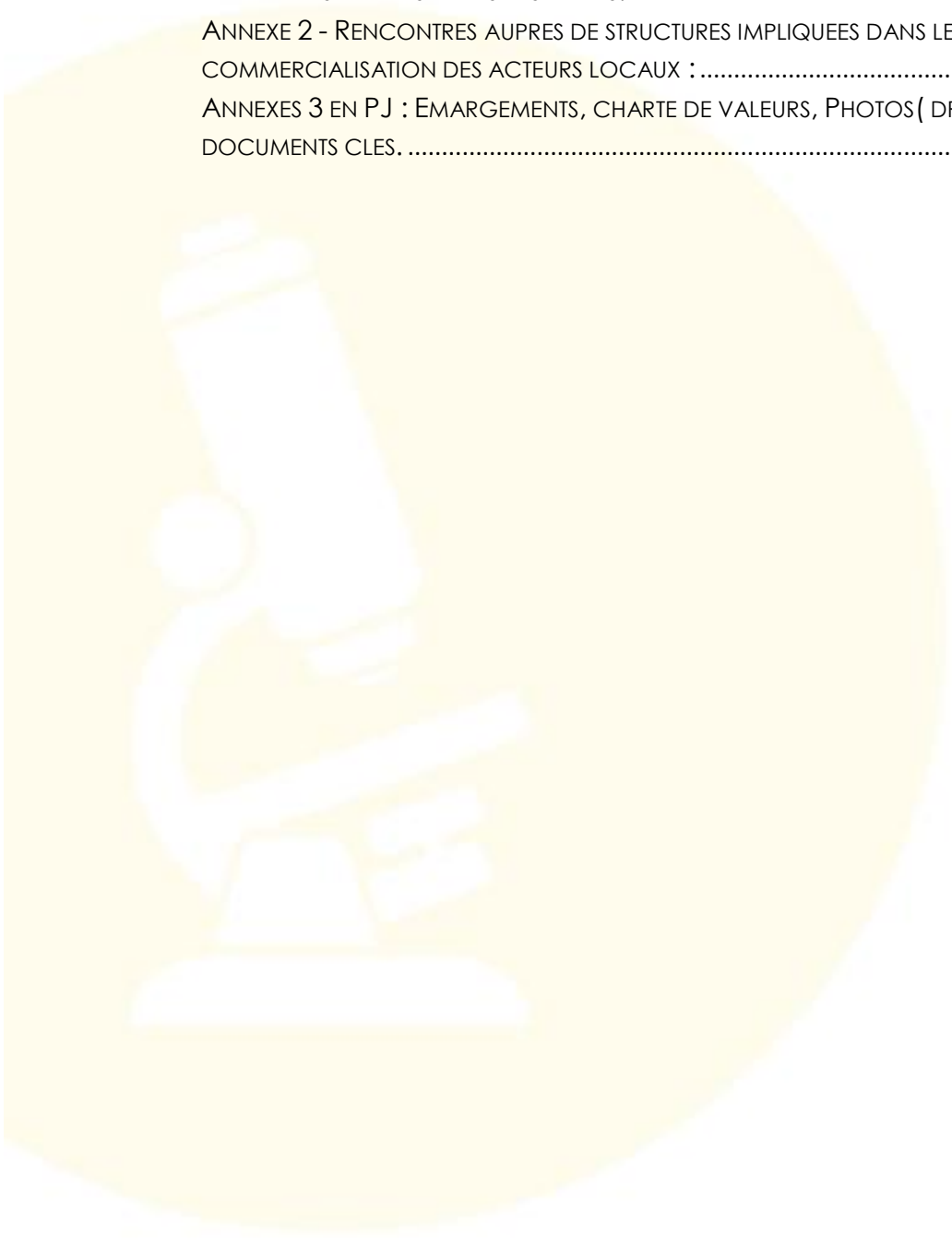
SOMMAIRE

1. CHRONOGRAMME DE LA MISSION N°1 RECAVACA HAITI DU 27/10 /2017 AU 14/11/2017 :	4
2. RAPPORT TECHNIQUE ET RECOMMANDATIONS ACI – MYRIAM CONZETT.	7
2.1. SITUATION DE LA FILIERE DE CACAO DANS LA GRAND' ANSE (COOPERATIVES CACCOMA ET ODEFCAGA) :	7
2.2. REMARQUES GENERALES SUR LE DEROULEMENT DES REUNIONS DE PRESENTATION DU PROJET RECAVACA DANS LA GRANDE ANSE :	7
2.3. LA CERTIFICATION EQUITABLE DE LA FILIERE, PLUSIEURS CRITERES DOIVENT ETRE ENVISAGES: ..	11
• LA MISE EN PLACE DE L'ORGANISATION ET DES SYSTEMES DE CONTROLE DANS CHAQUE COOPERATIVE.	12
• LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT AU SEIN DES COOPERATIVES POUR LA FORMATION DES PLANTEURS ET LA QUALIFICATION DES PROCESSUS DE TRANSFORMATION.	12
• LE PRIX A LA TONNE INITIAL + PRIME DE DEVELOPPEMENT + PRIME BIO ET QUALITE.	13
• LA PLACE DES ENFANTS DANS L'ORGANISATION DE LA FILIERE ET LE PROBLEME DES « RESTAVEK ».	13
• LA PLACE DES FEMMES DANS L'ORGANISATION, LEUR RECONNAISSANCE ET LEUR ROLE.	14
2.4. RENCONTRE AVEC LES FEMMES DE LA GRANDE ANSE :	15
RENCONTRES AUX ABRICOTS / COOPERATIVE CACCOMA.	15
RENCONTRES A MORON, COOPERATIVE MOCAC	16
RENCONTRE A LA ANSE D'HAINAUT, COOPERATIVE COPDAH.	16
RENCONTRES A CHAMBELLAN, COOPERATIVE COPCOD.	16
VISITE DE 3 ATELIERS EQUIPES EN FONCTIONNEMENT ET SOUTENUS PAR LA FAO : (VOIR DESCRIPTIF DE TOUS LES PRODUITS ET PRIX CONNUS DANS LE FICHER EXCEL)	17
2.5. DETAILS SUR LA COMMERCIALISATION ACTUELLE DES PRODUITS TRANSFORMES PAR LES FEMMES :	18
2.6. PISTES DE THEMATIQUES DE FORMATIONS POUR LES FEMMES RENCONTREES OU LISTEES :	19
2.7. RECOMMANDATIONS POUR LE MANAGEMENT DE LA FUTURE UNITE DE TRANSFORMATION :	19
2.8. PISTES D' ACTIONS A REALISER POUR LE RECRUTEMENT DE LA RESPONSABLE DE L'ATELIER ET LA CONSTITUTION DU GROUPEMENT DES FEMMES PILOTES DU PROJET « MINI CHOCOLATERIE » :	20
CONCLUSIONS SUR LA SITUATION DES FEMMES AUTOUR DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT CACCOMA, ODEFCAGA, MINI CHOCOLATERIE :	21
1. NOTE DE CADRAGE.	21
2. ANNEXES :	23

ANNEXE 1 - LES STRUCTURES SPECIALISEES RENCONTREES SUR PLACE SUR LA QUESTION DU GENRE, DU TRAVAIL DES FEMMES ET DES RESTAVEKS: 23

ANNEXE 2 - RENCONTRES AUPRES DE STRUCTURES IMPLIQUEES DANS LE SOUTIEN A LA COMMERCIALISATION DES ACTEURS LOCAUX : 31

ANNEXES 3 EN PJ : EMARGEMENTS, CHARTE DE VALEURS, PHOTOS (DROPBOX) TEXTES, AUTRES DOCUMENTS CLES. 34



1. Chronogramme de la mission n°1 RECAVACA HAITI du 27/10 /2017 au 14/11/2017 :

Chronogramme de la mission Haïti :

- Le 27/10 Arrivée de Christian Cilas, Michel Bocara, Myriam Conzett et Azor Mondésir à l'aéroport Toussaint Louverture.
- Le 28/10 – Rencontre avec Jean Chesnel dans ses bureaux à Port au Prince
- Le 29/10 – voyage en Bus (Grande Anse Tour) jusqu'à Jérémie.
 - ✓ Rencontre avec Mac Arthur Louis Ral, agent de développement pour EBER.
 - ✓ Arrivée à Jérémie par la cité Sainte Hélène à 15H30.
 - ✓ Rencontre avec Didier Meunier, Mikerlange Balmir et Roosevelt Berfort.
 - ✓ Visite des bureaux de l'Amaga.
 - ✓ Rencontre et réunion de cadrage avec le président de l'AMAGA.
 - ✓ Installation à l'hôtel Château d'Amélia.
- Le 30/10 – première réunion avec toute l'équipe technique de la CACCOMA et de l'AMAGA. Pour le lancement local du projet RECAVACA avec le cadrage de la formation et des interventions à venir.
- Le 31/10 – Les Abricots :
 - ✓ Réunion / formation aux Abricots auprès des planteurs de la Caccoma et d'autres invités (voir émargements).
 - ✓ Rencontre avec les femmes membres de la coopérative.
 - ✓ Visite des plantations à proximité du village.
- Le 1^{er} /11 – Mauvais temps – pluie battante - Visite prospective des plantations de la commune des Abricots – localisation de vieux cacaoyers – prélèvements de feuilles et rencontre des planteurs. *(Michel perd sa semelle réparée par les planteurs dans les hauteurs de la Anse du Clerc près du marché) – Visite de Bonbon !*
- Le 2/11 – Voyage pour les communes de la Grand'Anse de Jérémie à la Anse D'Hainault. Mauvais temps et risque de blocage.
 - ✓ Une halte pour la visite d'un Atelier Kassaverie de Marfranc (soutenu par la FAO).
 - ✓ Arrêt au jardin clonal de Marfranc.
 - ✓ Observations et haltes pour prélèvements de feuilles de cacaoyers sur la route.
 - ✓ Visite de l'atelier « Fanm TRAFKAD KaKawo » à Dame Marie.
 - ✓ Arrivée à Anse d'Hainault et hébergement sur place pour la nuit.

- Le 3/11 – Réunions/ Formations Grand'Anse:
 - ✓ Visite du centre de la COOPDAH et Réunion à la Anse D'Hainault auprès des planteurs – 21 personnes dont 7 femmes.
 - ✓ Prélèvements de feuilles sur la route.
 - ✓ Visite du centre de la COOPCOD et réunion à Chambellan auprès des planteurs. Liste des femmes mobilisées sur la commune à recevoir.
 - ✓ Visite du centre de la MOCAC et réunion à Moron auprès des planteurs – avec plus de 50 femmes présentes.
 - ✓ Retour à Jérémie et rencontre avec Marika Makela.
- Le 4/11 - Réunion générale à Jérémie –
 - ✓ Matin - regroupement des principaux responsables des coopératives de la Grand'Anse pour le développement de la filière Cacao et reprise de l'organisation de l'ODEFCAGA comme organisation faitière de la filière dans la Grand 'Anse. Bilan des visites sur le terrain et reprise des enseignements.
 - ✓ Après-midi – Ateliers thématiques et plans d'actions.
 - ✓ Rencontre avec Gabrielle Paul à Jérémie.
- Le 5/11 – Jérémie
 - ✓ Visite de l'atelier de transformation de Basse Voldroge : rencontre avec MirtaMyrtabasquin.
- Le 6/11 – Travaux à l'AMAGA.
 - ✓ Rencontre avec Sabin Jonhson – agent de développement local de l'AMAGA.
 - ✓ Réunions avec Marika et Bilan d'étape interne en Equipe.
 - ✓ Préparation de la réunion stratégique du lendemain
 - ✓ Rencontre informelle de présentation avec Frédéric Appolin(dir.AVSF) et ses agents locaux ainsi que Christophe Eberhart (dir.Ethiquable). Avec Didier Meunier, Mikerlange Balmir, Roosevelt Belfort, Myriam Conzett, Marie Edith Pierre, Sabin Jonhson, etc..
- Le 7/11 - Jérémie
 - ✓ Réunion nationale « *Table thématique* » à la DDA (Direction Départementale de l'Agriculture).
- Le 8/11 – Jérémie
 - ✓ Fin de mission et départ de Christian Cilas, Michel Boccara et Didier Meunier en bus pour Port au Prince.

Myriam Conzett–reste sur place travaux avec Mykerlange Balmir sur le projet de structuration de la coopérative et le développement de l'ODEFCAGA.

- Le 9/11 – Jérémie
 - ✓ Travaux de bureau à l'AMAGA.
 - ✓ Rencontre avec Gethro
 - ✓ Travaux avec Mykerlange Balmir sur la charte de valeur de l'ODEFCAGA. Et reprise des échanges de la journée du 4/11.
- Le 10/11 – Jérémie
 - ✓ Travaux de bureau à l'AMAGA. Etude de documents sur le marché local.
 - ✓ Point avec Mykerlange Balmir sur l'intégration des femmes dans la filière cacao.
 - ✓ Visite des futurs locaux de l'atelier de transformation – mini chocolaterie.
- Le 11/11 – Départ en Bus pour Port au Prince. Départ 5H30 arrivée 16H30.
- Le 12/11 – Port au Prince.
 - ✓ Briefing téléphonique avec MarikaMakela.
 - ✓ Rencontres en centre-ville de partenaires locaux sur la question du Genre et de l'éducation en Haïti : Pierre François Enocque du ministère de l'éducation et Nadine Anilus de l'association « *Fanm KapabDayiti* ».
- Le 13/11 - Port au Prince.
 - a. Visite et rencontre de l'agence haïtienne Caribbean Export.
 - b. Rencontre du responsable technique de la FAO, AloysNizigiyimana – soutien au développement des ateliers de transformation (fruits et autres denrées) dans la Grand'Anse – lien vers Patu Shang responsable local de la commercialisation.
 - c. Visite des centres commerciaux : repérage de produits locaux et étude des prix.
 - d. Rencontre avec Christophe, responsable administratif d'AVSF.
 - e. Rencontre et briefing auprès de l'équipe CIRAD suivante : Noel Durand et Gérard Fourny
- Le 14/11 - Départ de Myriam Conzett pour Paris Et rencontre avec Christophe Eberhart Responsable Filières d'Ethiquable.

2. Rapport technique et recommandations ACI – Myriam Conzett.

2.1. Situation de la filière de cacao dans la Grand'Anse (coopératives Cacomma et ODEFCAGA) :

Avant Matthew plus de 470 producteurs de la Cacomma étaient certifiés biologique par écocert.

Suite à l'ouragan Matthew ce travail est à refaire et pourrait / devra s'étendre à l'ensemble des coopératives de l'ODEFCAGA. Un enjeu essentiel auquel ce projet doit répondre.

La relance de l'entretien des plantations doit intégrer la perspective de la certification biologique des fèves récoltés dès la prochaine récolte.

L'analyse des délégations du CIRAD sur la caractérisation de cacaoyers et les maladies éventuelles présentes sur le territoire pourra servir de levier préventif avant d'engager les frais de certification et notamment avant la prochaine récolte du printemps 2018.

2.2. Remarques générales sur le déroulement des réunions de présentation du projet RECAVACA dans la Grande Anse :

Un taux important de participation aux réunions de présentation du projet nous a indiqué tout l'intérêt manifesté par les planteurs de contribuer au développement du projet RECAVACA sur l'ensemble de la Grand'Anse.

- **Les réunions dans chaque commune - synthèse des échanges et situations.**

Tous les planteurs rencontrés souhaitent participer au projet et ont manifesté un réel désir d'apprendre pendant les interventions techniques du CIRAD qui rendaient compte d'un état des lieux du « matériel » préalablement identifié et des intentions du projet RECAVACA.

Conscients des enjeux d'une autonomisation nécessaire, ils sont prêts à faire des efforts pour apprendre et renforcer leurs capacités dans la relance de la filière Cacao dans la Grande Anse.

Les planteurs réclament partout un financement pour le paiement d'« aides » (cf Rapport de Didier Meunier) au nettoyage des parcelles. Ce réflexe face à un nouveau projet et/ou face à de nouveaux partenaires est lié à l'action systématique menée par de grosses ONG sur le territoire qui ne priorisent jamais sur l'autonomisation des acteurs locaux. Les conséquences de cette réalité sont d'une part que les planteurs « attendent » de l'aide et d'autre part qu'ils ne développent de fait aucune autonomie d'action, ni aucune solidarité d'action (cfkonbits) pour le développement de leur propre parcelle et/ou l'auto renforcement de leurs capacités. Suite à plusieurs entretiens auprès d'acteurs locaux il est possible aussi qu'un déclin de confiance puisse agir entre eux. Le renforcement des valeurs communes est donc alors un préalable indispensable à toute construction. Ces notions pourront être observées de plus près et étudiées dans le cadre des différentes missions. Le développement d'une première Charte de valeur dans le cadre de la relance de l'ODEFCAGA est un point de départ que nous avons initié avec Mikerlange Balmir dans le cadre de cette première mission et qu'il a d'ores et déjà pu appliquer lors de la refonte de cette coopérative régionale auprès des autres coopératives.

Les territoires présentent des situations et des niveaux de formation différents. Une harmonisation des savoir agir serait bienvenue pour qualifier l'ensemble des pratiques du territoire sur la production de cacao de la Grand'Anse au moins dans le cadre de l'ODEFCAGA.

Les routes qui relient les différentes communes les unes aux autres sont en très mauvais état et ne facilitent pas les échanges commerciaux rapides.

(Voir les autres CR du CIRAD et de Didier Meunier pour des éléments plus techniques.)

- **Une réunion générale le 4 Novembre s'est déroulée au siège de l'AMAGA à Jérémie :**

Cette journée a permis à l'ensemble des coopératives visitées et parties prenantes de l'ODEFCAGA de venir co-construire avec succès l'avenir de la coopérative.

Un Bilan de la mission 1 -RECAVACA a été réalisée par Christian Cilas, Michel Boccara, Didier Meunier, Mikerlange Balmir, Marika Makela et Myriam Conzett. Nous avons également profité de ce moment pour préparer les acteurs aux missions et délégations à venir.

L'après-midi a été réservé à plusieurs ateliers thématiques portant sur la réorganisation de l'ODEFCAGA et ses actions prioritaires.

Cette réunion et ses conclusions en terme d'orientations a facilité l'organisation ultérieure d'une assemblée générale officialisant la relance de l'ODEFCAGA et la mise en place d'une gouvernance inédite impliquant notamment les femmes dans le processus de développement de la filière CACAO de la Grand'Anse.

Les acteurs du territoire et notamment les autres projets et/ ou ONG impliquées dans la production du cacao dans la Grand'Anse ont tous manifesté un intérêt à suivre et / ou à participer à cet essor coopératif régional.

- **La réunion Table Thématique du 7 novembre. – voir émargement et participants.**

Cette réunion qui aurait dû mobiliser davantage d'acteurs locaux, a eu l'intérêt de mettre en évidence les tensions existantes et plus ou moins dévoiler entre les différents acteurs clés impliqués en même temps dans la filière CACAO de la Grand'Anse.

Toutefois, des points de convergences ayant été identifiés, comme la nécessité impérieuse d'accompagner durablement l'autonomisation des acteurs, c'est sur le partage de valeurs que la majorité de ces acteurs en présence peuvent aujourd'hui trouver un accord dans l'intérêt des planteurs eux - mêmes et de leurs familles.

Ce qui est apparu reste une disparité dans l'approche méthodologique, avec d'une part des projets portés par de grosses ONG humanitaires, qui financent ponctuellement (/ 5 ans) à la fois la matière et la main d'œuvre en vue de relancer rapidement la production, mais sans anticiper sur l'avenir et d'autre part, des projets portés par des ONG spécialisées dans le renforcement de capacités ou des marques, qui directement structurent les filières en commerce équitable et écologiquement soutenables, tout en formant et accompagnant les planteurs à développer un savoir agir autonome. Ces 2 approches peuvent être complémentaires en temps d'urgence mais l'expérience montre, depuis plusieurs décennies, qu'aucun développement économique endogène ne deviendra

possible sans un effort et une volonté partagée d'autonomisation réelle et durable. Pour cela le renforcement de capacité des acteurs dans les domaines de la gestion administrative, commerciale et financière est un préalable à tout développement.

- **Point sur le potentiel de commercialisation internationale des fèves de cacao de qualité fermentées et certifiées Bio et équitable, issues des plantations des coopératives de l'ODEFCAGA :**

La commercialisation des fèves produites et fermentées de qualité, issues des plantations des coopératives de l'ODEFCAGA, fera l'objet d'une étude à part qui ne pourra être développée qu'à partir des conditions suivantes réunies (voir aussi recommandations de Didier Meunier à ce sujet) :

- Les parcelles de plantations sont éclaircies et nettoyées, les arbres taillés et d'autres replantés à partir de sélections prédéfinies et répertoriées : éléments qui conditionnent la relance de la production qui peut ainsi se faire dans les meilleures conditions possibles.
- Tous les planteurs du programme participant au projet sont formés à l'entretien des parcelles, la connaissance des maladies et l'ensemble des procédés de récolte, collecte et transport.
- Une partie au moins, mais si possible un maximum de planteurs, est formé au procédé de fermentation, séchage et stockage des fèves. Et tous les centres de traitement sont réparés et opérationnels.
- Une partie des acteurs sélectionnés (Au moins 1 par coopérative) est formée et contribue à la chaîne de commercialisation des fèves de qualité : connaissances techniques du maintien de la qualité des fèves (taux d'humidité, gestion du stockage avant, pendant et après le transport...) logistique et emballage, gestion administrative, connaissance des normes et réglementations, suivi de contrôle de la certification, facturation et négociations.
- La formation et la sensibilisation de tous les planteurs et la maîtrise, par au moins 2 personnes dans chaque coopérative partenaire, de l'ensemble du processus de certifications bio et équitable ainsi que leur contribution et participation à la mise en place des systèmes de contrôles.

Ces conditions préalables permettront à l'ensemble de la filière de se développer de façon exponentielle mais également de faciliter l'accès des coopératives aux marchés internationaux en permettant aux planteurs non seulement de qualifier et

valoriser la spécificité organoleptique des fèves de leurs terroirs mais également de s'adapter aux exigences de leurs clients en répondant à leurs cahiers des charges spécifiques.

Ce processus de professionnalisation actuellement en cours s'appuie en partie sur le concours de plusieurs marques engagées dans le développement des filières de la Grand' Anse. Marques qui resteront prioritaires pour l'achat des premières tonnes de fèves fermentées. Parmi ces marques, on trouve aujourd'hui :

- **Jean Hervé** qui accompagne les planteurs de la Grand'Anse depuis de nombreuses années sans jamais avoir récolté les fruits de son engagement et qui pourrait à l'avenir devenir acheteur.
- Plusieurs chocolatiers français, dont les chocolatiers pressentis en Guadeloupe et en Martinique dans le cadre de ce projet.
- Des acteurs qui aujourd'hui travaillent directement avec la CACCOMA et/ ou d'autres coopératives comme **Haïti Fondation** qui œuvre également au développement du Cacao dans la Grand'Anse.
- **Kaleos** inscrit depuis plusieurs années sur le territoire.
- **Ethiquable** qui développe un programme d'action dans le sud de la Grand' Anse en partenariat avec **AVSF**, équipe que nous avons rencontrée sur place.
- Et d'autres marques pressenties et recommandées dans le cadre de la précédente étude de faisabilité réalisée par ACI, marques à recontacter et relancer ultérieurement.

2.3. La certification équitable de la filière, plusieurs critères doivent être envisagés:

- *La mise en place de l'organisation et des systèmes de contrôle dans chaque coopérative.*
- *Les projets de développement au sein des coopératives pour la formation des planteurs et la qualification des processus de transformation.*
- *Le prix à la Tonne initial - + prime de développement et/ou + prime bio et qualité.*
- *La place des enfants dans l'organisation de la filière et le problème des « restavek ».*
- *La place des femmes dans l'organisation, leur reconnaissance et leur rôle.*

- La mise en place de l'organisation et des systèmes de contrôle dans chaque coopérative.

L'ODEFCAGA semble avoir pris récemment le relai de cette fonction au sein de l'organisation des coopératives, qui chacune devra néanmoins intégrer les rouages rigoureux d'une organisation administrative impeccable afin de suivre l'ensemble des planteurs engagés dans chaque coopérative dans le processus de certification. Il ne faut toutefois pas à ce stade négliger le fait que certaines marques clientes pourraient préférer travailler de manière très ciblée avec l'une ou l'autre des coopératives et écarter ainsi un maximum de risques liés aux organisations trop larges. Une rigueur spécifique et un engagement, notamment ceux contenus dans la charte de valeurs travaillée avec les membres de l'ODEFCAGA, devra être absolument respectée par tous. Une commission éthique ou un responsable pourrait être désignés pour garantir le maintien à moyen et long terme de cette rigueur et de ces engagements. L'ouverture de nouveaux marchés devra beaucoup à cette organisation qui reste à mettre en œuvre.

Une équipe d'étudiants venus de France (MJE Aequum) sera en 2018 déléguée à l'appui des organisations locales de l'ODEFCAGA pour ce renforcement de capacités internes.

- Les projets de développement au sein des coopératives pour la formation des planteurs et la qualification des processus de transformation.

Le projet RECAVACA est fondé sur la nécessité de soutenir les planteurs et les coopératives locales dans leurs formations pour le renforcement de capacités de l'ensemble de la filière.

Plusieurs projets sont en cours et contribueront à l'atteinte des objectifs du projet :

- Régénération des plantations
- Mise en place de brigades solidaires (Konbits) pour l'entraide autour du nettoyage des parcelles.
- Refonte et structuration organisationnelle et fonctionnelle de l'ODEFCAGA (en cours)
- Formation des planteurs aux connaissances dédiées et à l'ensemble des étapes de production et transformation de qualité du cacao, avec l'implication des femmes.

- Formation des femmes à la transformation du cacao et autres denrées de diversification au sein de la mini chocolaterie qui sera mise en place courant 2018.
- Lancement de l'atelier de transformation et de commercialisation en 2018.
- Projet de commercialisation locale des productions de l'atelier (mini chocolaterie).

NB : en cours d'étude, la **création d'un référentiel de formation** adapté à la réalité des acteurs locaux, à l'existence de supports d'ores et déjà disponibles et incluant la perspective d'une diffusion des savoirs-agir sur l'ensemble du territoire de la Grand'Anse.

- Le prix à la Tonne initial + prime de développement + prime bio et qualité.

Le marché devra construire une offre adaptée et à la hauteur des efforts engagés par les planteurs et les organisations coopératives. Un prix d'entrée initial doit être fixé et les primes de développement et de qualité négociées.

La valorisation des formations des planteurs, le suivi des savoir-faire ainsi que l'assurance de la capacité pérenne des planteurs à répondre aux cahiers des charges d'acheteurs éventuels.

- La place des enfants dans l'organisation de la filière et le problème des « Restavek ».

Jusqu'à présent nous n'avons pas observé d'enfants travaillant directement dans les plantations. Les producteurs toutefois ont beaucoup souffert des conséquences dramatiques de l'Ouragan Matthew et tous les membres des familles ont inéluctablement participé à la reconstruction. Un mode de gestion en mode « agriculture familial » caractérise par ailleurs les us et coutumes de la région. Suite à plusieurs rencontres d'acteurs du territoire (cf. ci-dessous CR des rencontres), il apparaît que la scolarisation bien que très développée reste irrégulière dans les campagnes et pourra faire l'objet d'actions spécifiques à prioriser avec l'aide des acteurs locaux.

Le problème le plus difficile à résorber reste la situation des « Restaveks », enfants de familles pauvres placés en domesticité dans les familles pour aider aux tâches quotidiennes et parfois au champ. La lecture des différents articles repérés et des

informations sur les sites des fondations ci-dessous désignés indique que depuis le tremblement de terre de 2010, le nombre de « Restavek » en Haïti a beaucoup augmenté passant de 300 000 à plus de 400 000 enfants.

Si nous n'en avons pas observé, tous les témoignages concourent pour confirmer la pérennisation de cette pratique en Haïti. Le problème étant que ces enfants, bien que pris en charge pour leurs besoins vitaux, font l'objet d'une différenciation dans le processus d'éducation et ne sont pas scolarisés comme les autres enfants. Une inéquité comme des problèmes de violence et de non-respect de leur dignité restent donc pratiqués. Même si nous sommes loin des exploitations d'enfants observées dans les plantations de Côte d'Ivoire créant une forme d'esclavage moderne autour de la récolte du cacao, nous sommes ici confrontés à une réelle problématique avec cette pratique sociale ancestrale. Le processus de certification équitable devra tenir compte de cet aspect et y trouver une solution, quitte à construire un projet spécifique permettant aux populations locales d'assurer autrement le présent et l'avenir de ces enfants délaissés.

NB : Une intervention de Pierre Enocque François et/ ou tout autre acteur spécialiste impliqué sur la question de l'éducation et/ ou du droit pourrait être organisée dans la Grand'Anse pour former les acteurs, planteurs et responsables locaux sur ces questions.

NB : voir les travaux de la fondation Maurice Sixco à Port au prince sur la domesticité des enfants. Egalement les ouvrages et actions de restavekfreedom.org fondation crée par Jean Robert Cadet, un ancien Restavek. Une étude plus approfondie, réalisée par ACI sur la situation des femmes et des enfants « Restavek » est en cours et fera l'objet d'un document à part ultérieurement.

- La place des femmes dans l'organisation, leur reconnaissance et leur rôle.

Concernant ce volet un effort très important est actuellement en cours dans le cadre non seulement de ce projet RECAVACA qui a pour ambition d'intégrer la reconnaissance et la participation active des femmes notamment dans le cadre du projet de mini-chocolaterie en partie coordonné par MarikaMakela, mais également dans le cadre de la réorganisation du projet plus global de l'ODEFCAGA au niveau régional. Le détail des rencontres avec les femmes dans chaque commune pourra ci-dessous en attester.

Lors de la dernière assemblée générale constitutive de la relance de l'ODEFCAGA, au moins 2 femmes ont pu être désignée dans l'équipe de gouvernance de la coopérative. Ce point est le signe d'une formidable avancée dans l'intention de favoriser la place des femmes dans la filière Cacao.

Toutefois il faudra rester vigilant et au-delà de la forme contenue notamment dans les CR d'assemblée indiquant l'intégration des femmes dans les listes de gouvernance des organisations ; il serait prudent d'induire des clauses de contrôle dans la participation effective des femmes notamment dans les prises de décisions quant au développement des activités de production et transformation du cacao.

Les pistes d'évolutions :

- Travaux à prévoir des étudiants MJE Aequum sur la mise en place d'un système de contrôle.
- Certification équitable : SPP à travailler – processus joint pour l'équitable.
- Certification biologique : Ecocert – suivi interne pour la bio.
- Une étude plus approfondie de la situation des Restaveks.
- L'accompagnement des femmes.

2.4. Rencontre avec les femmes de la Grande Anse :

Cette synthèse s'accompagne du document Excel en annexe qui expose la liste ainsi que les coordonnées de toutes les femmes rencontrées dans la Grand 'Anse avec la liste et les prix des produits actuellement transformés et commercialisés par une partie d'entre elles.

Rencontres aux Abricots / coopérative Caccoma.

De nombreuses femmes étaient présentes lors de la première grande réunion de lancement du projet aux Abricots. (Voir leur liste et leurs coordonnées dans le document Excel en complément de ce rapport + émargements).

Nous les avons sollicités pendant la réunion en présence des hommes et une autre réunion a eu lieu après le repas invitant uniquement les femmes à participer pour rassembler et échanger autour de leurs savoir-faire.

Cledane, était présente et avec elle d'autres femmes impliquées et anciennement mobilisées autour du projet « le paradis des indiens » qui produisait des produits dérivés du cacao et autres denrées à partir des produits issus de l'agroforesterie locale. Cette expérience est largement valorisée dans le projet et permet de poser les bases de l'étude de faisabilité prévue.

NB : Cledane et ses amies font partie des femmes ressources qui sont en capacité de transmettre leur savoir faire à d'autres femmes.

Rencontres à Moron, Coopérative Mocac

De très nombreuses femmes (+ de 50 étaient présentes à la réunion collective) font partie de la coopérative Mocac, mais seulement une dizaine d'entre elles et en particulier 3 (Ange- marie, Marie Philomène et Juslene) sont déjà très bien formées et pourraient porter, dans un premier temps, le lead d'une activité de transformation tout en formant et en impliquant toutes les autres femmes.

Rencontre à La Anse d'Hainaut, Coopérative CopDAH

9 femmes étaient invitées à la réunion collective, elles n'étaient pas forcément les plus représentatives du savoir-faire local selon leurs propres indications. Toutefois un besoin en accompagnement et en formation globale s'est manifesté pour chacune d'entre elles. Une sélection des plus investies d'entre elles dans le projet pourrait faciliter leur formation afin de permettre à un premier groupement de femmes de la coopérative CopDAH d'être constitué et donc de s'inscrire dans le projet RECAVACA.

Rencontres à Chambellan, Coopérative CopCod

Pour des raisons d'organisation et de décalage horaire de la réunion prévue initialement le matin, nous n'avons rencontré aucune femme de la coopérative Copcod. Mais Monsieur Vatil Joseph son secrétaire, a rassemblé toutes les femmes de la « *coordination des femmes décidées de copcod* » (La COFEDEC) et nous en a transmis la liste ainsi que leur motivation à participer au projet. (cf copie pour modèle de cette liste en annexe).

NB : Quelle que soit la commune, mais en particulier aux Abricots et à Moron, toutes les femmes ont manifesté avant tout des besoins spécifiques pour l'acquisition de petits outillages facilitant la première transformation du cacao : *Broyeur, presseur, etc.*

Cette demande récurrente nous indique que la mise en place de petites unités de transformation locales, présentes dans chaque commune, permettrait une contribution maximale de toutes les femmes de la Grande Anse, partie prenante d'une chaîne de valeur locale, et approvisionnant ainsi la mini chocolaterie de Jérémie. Le rôle de l'unité de transformation centrale à Jérémie serait alors de coordonner ces approvisionnements, de former les femmes et de commercialiser au niveau local leurs produits tout en produisant elle-même des produits destinés au marché local, national et peut être international (cf pâte de cacao/ cajou).

Cette perspective dans le cadre de l'étude de commercialisation pourra être développée et enrichie de possibles partenariats territoriaux, notamment avec la FAO et l'Agence Caribbean Export, structures que nous avons rencontrées (voir CR de rencontres ci-dessous en annexe).

Visite de 3 ateliers équipés en fonctionnement et soutenus par la FAO :(voir descriptif de tous les produits et prix connus dans le fichier Excel)

L'atelier de MONATIF : à Base Voldroge géré par Mme Myrta Basquin – une femme compétente dans la gestion de son atelier comme dans la production de produits transformés et leur commercialisation. Elle produit elle-même et porte aussi la commercialisation d'autres femmes dans son quartier. Ses compétences font d'elle une personne ressource possible pour le projet RECAVACA.

L'atelier FANM TRAFKAD KAKAWO à Dame Marie (voir photos) – Avec un équipement flambant neuf de première qualité et également une personne ressource local qui manage l'ensemble de la production et de la commercialisation. Le lieu s'organise entre l'unité de production et la boutique qui permet d'exposer les produits.

L'atelier Kassaverie à Marfran sur la route qui a également été équipée par la FAO mais dont le projet en construction offre à voir dans un premier temps un faible effort marketing et surtout des conditions d'hygiène très en dessous des exigences

requis. Mais avec un potentiel de développement intéressant. Bien que déjà existant les personnes responsables de l'atelier (activité familiale) pourraient aussi participer au projet de formation dédiée à la transformation.

2.5. Détails sur la commercialisation actuelle des produits transformés par les femmes :

Globalement la commercialisation des produits observés reste directe à partir d'une production et d'une transformation locale mais de qualité inégale selon le lieu et/ ou les femmes. Selon les lieux (Dame Marie et Base Voldroge) un effort sur le marketing est réalisé mais pourrait encore être amélioré. Une harmonisation des savoir-faire permettrait d'imaginer une qualité de production et de valorisation égale sur l'ensemble de la Grand'Anse avec la perspective d'une marque de qualité territoriale.

Dans la perspective de fabriquer des produits locaux à partir de fèves de cacao fermentées et correspondant à une qualité exigée, le prix à l'achat des fèves par les femmes restera à définir. Pour le moment toutes les fèves fermentées sont destinées à l'exportation et les femmes dans leur production locale n'utilisent que des fèves défectueuses et/ ou non fermentées qu'elles torréfient elles-mêmes.

Pour la diversification des produits à étudier, les femmes ont déjà l'habitude de transformer les produits issus de l'agroforesterie locale :

- Le véritable
- Manguier
- L'avocatier
- Le Citrus
- L'Acacia
- L'Ignome
- Les pistache (arachide)

La production et la commercialisation de ces produits de diversification devra faire l'objet d'une étude complémentaire qui pourraient être réalisée par les futurs étudiants stagiaires et/ou volontaires dont la mission est prévue pour 2018.

Pour anticiper ces évolutions :

Un transitaire est d'ores et déjà repéré à Port au Prince par les acteurs locaux.

L'atelier de transformation pourra être inclus dans les circuits et activités d'un éco tourisme local à développement autour du projet.

Le cahier des charges en préparation pour l'équipe de jeunes étudiants de la MJE qui se déplaceront en mission en Haïti et en Guadeloupe courant 2018, détaillera l'ensemble des objectifs attendus pour la mise en place d'une étude de faisabilité concernant la diversification des matières produites et la stratégie de commercialisation des produits transformés.

2.6. Pistes de thématiques de formations pour les femmes rencontrées ou listées :

- Constitution d'un groupement de femmes dédiée au projet d'unité de transformation – mini chocolaterie – à Jérémie. Avec une délégation représentative de ces femmes pour chacune des communes concernées par le projet RECAVACA.
- Formation et participation à la connaissance du processus de production et fermentation des fèves de cacao.
- Formation à la transformation du cacao en chocolat – diversification des formes de transformations possibles.
- Formation à la transformation d'autres produits - coco / gingembre / pistache / agrumes /
- Formation à la gestion d'une unité de transformation (inclus toutes les normes + comptabilité) / gestion d'une boutique.
- Formation à la vente directe et à la commercialisation (inclus marketing et techniques de vente).
- Si un ou plusieurs produits d'exportation étaient créés (ce qui fait partie intégrante du projet) il faudrait aussi ajouter une formation technique à l'export et aussi au processus de certification et de traçabilité en vue d'une entrée sur le marché européen.

NB : De nouveaux partenariats pourraient être créés pour faciliter le financement d'une partie des formations liées à la commercialisation locale ou internationale.

2.7. Recommandations pour le management de la future unité de transformation :

Etant donnée la richesse des histoires communales et régionales, la présence de nombreux projets et les implications d'ordre politique sur l'ensemble de la Grand'Anse, la désignation et le recrutement d'une femme « neutre » (sans lien politique sur le territoire) mais techniquement compétente, pourrait faciliter la création et le management de ce projet et mobiliser toutes les ressources locales pour son développement. Des compétences en gestion administrative et commerciale, mais aussi si possible en logistique et techniques de transformation serait parfait, mais une personne locale, motivée et simplement désireuse d'apprendre pourrait aussi être formée.

2.8. Pistes d'actions à réaliser pour le recrutement de la responsable de l'atelier et la constitution du groupement des femmes pilotes du projet « mini chocolaterie » :

Elaborer une fiche de poste pour cette fonction centrale : En prenant soin d'éviter une personne qui aurait trop d'implication politique. Ce projet pour être durable et souple doit rester libre d'influence politique et faciliter les échanges ouverts à l'ensemble de la région. La personne qui sera désignée devra être vraiment présente, impliquée, compétente et mobile. Il ne faut surtout pas désignée une personne responsable qui ne serait qu'un prête nom.

La mobilisation des femmes les plus compétentes dans ce projet d'ores et déjà repérées (cf. ci-dessus) sera un plus et facilitera la formation des autres femmes.

Il est important que ce projet soit co-porté si possible de A à Z par les femmes elles-mêmes plutôt que seulement managé de l'extérieur. Plus il sera coopératif, autoporté et donc plus créatif et meilleurs seront ses résultats. Cette réalité s'applique à la gouvernance de la mini chocolaterie en général.

La contribution d'autres modèles présents en Haïti serait aussi un plus et pourrait (à partir de l'organisation d'un mini voyage d'étude au niveau national) faciliter la formation des femmes – cf. Faire connaître Askanya / Chocomax .etc. par exemple, en plus des possibles voyages d'étude caribéens.

Conclusions sur la situation des femmes autour des projets de développement
Caccoma, Odefcaga, mini chocolaterie :

Les questions qui restent à résoudre :

Quelle place réelle (outre celle de la production) les femmes auront-elle dans le projet d'Atelier de transformation ? Comment garantir leur autonomisation et la structuration de leur professionnalisation ? Les formations seront-elles suffisantes ?

Quelle structure sera porteuse du projet de transformation la Caccoma, l'Amaga ou l'Odefcaga ?

Quelle reconnaissance les femmes de la Grand' Anse auront-elle réellement et comment cette reconnaissance sera-t-elle manifeste ? dans les organisations dédiées à la production et la transformation du cacao ?

Comment les femmes participent –elle à cette recherche – action sur le terrain, comment contribuent elle aujourd'hui à construire ces réponses attendues ? Sont-elles entendues et sollicitées pour cela ?

Une solidarité entre les femmes est-elle encouragée et construite ?

Le leadership de certaines femmes, moteur pour les mises en œuvre doit pour autant faciliter l'intégration et la formation de toutes les femmes. L'autonomisation est un enjeu collectif. Des financements spécifiques pourraient être trouvés pour garantir ces constructions et accompagner les femmes dans leur processus de professionnalisation et d'autonomisation. Les acteurs locaux rencontrés à cet effet pourraient permettre ces développements.

1. Note de cadrage.

Suite à cette première mission,

Le compte rendu technique du CIRAD sera prêt pour Avril 2018.

En cours de mission il est important de cadrer le fait que le projet RECAVACA initialement orienté vers le développement de la CACCOMA, son principal partenaire local, s'est élargi officiellement à l'ODEFCAGA et son organisation. Nous en tiendrons compte notamment pour l'organisation des formations et l'établissement des futurs cahiers des charges pour chaque mission.

Il apparaît que la location d'un véhicule sur place devant être payée en espèce pourrait de préférence être réalisée par le partenaire local avec une anticipation des frais correspondants dans le cadre du projet. Cette location étant toujours mutualisée, il apparaît compliqué d'imputer à plusieurs structures son règlement.

L'Hébergement au Château d'Amélia était d'excellente qualité et d'un très bon accueil. Mais peut-être un peu éloigné du centre-ville, de l'AMAGA ou du futur siège de la CACCOMA. A réfléchir pour les prochaines missions.

En Haïti les différents prénoms inscrits sur nos passeports comptent. L'envoi de mandats cash doit mentionner tous les prénoms inscrits sur les passeports des experts au risque qu'ils se voient refuser la récupération des fonds.

L'achat d'un abonnement internet en même temps qu'une carte téléphone peut être un plus à systématiser lors des missions dans la grande 'Anse.

Le trajet en Bus entre Port Au Prince et Jérémie reste à privilégier. La location des véhicules pourra toujours se faire directement à Jérémie.

2. Annexes :

Annexe 1 - Les structures spécialisées rencontrées sur place sur la question du Genre, du travail des femmes et des restaveks:

- *Gabrielle Paul*
- *REFKAD - Nadine*
- *François Enocque – expert éducation et enfants des rues à Port au Prince.*

Rencontre avec Gabrielle Paul – Compte rendu

Juriste de formation, Gabrielle Paul a travaillé 10 ans pour l'ONU avant de créer sa propre fondation « Julia et Jade » - socle d'un travail communautaire fort pour l'émancipation et l'empowerment des filles et des femmes.

2 personnes très actives et une personne salariée.

Actuellement en recherche de fonds pour un ETP.

Types d'actions développées et en constante évolution selon les besoins et priorités repérés :

- Action de scolarisation des filles et jeunes femmes
- ThinkThank pour les jeunes : problématiques/ solutions
- Formation en communication, techniques d'animation et d'enquête
- Consultations juridiques pour femmes isolées – rencontre avocats au barreau de Jérémie.
- Actions en direction des femmes de cultivateurs – cf programme FAO – 200 femmes dans le jardin potager de Terre rouge.
- Plaidoyer contre les violences faites aux femmes.
- Activité en développement dédiée aux jeunes pour le nettoyage de la ville et des communes de la Grand'anse- à l'étude autour d'actions citoyennes. La ville doit aussi s'impliquer.

Territoire :

A Jérémie – investissement dans les quartiers Léon ; *Aquacherie* ; Roseau et terre rouge, Caracolie.

Autres communes de la Grande Anse : Moron ; Chambellan, Abricots et Bonbon.

Les fonds difficiles à trouver compensées par le développement d'AGR :

- Développement et paix du Canada : ont financé suite à Matthew des toitures de maison sur Terre rouge, distribution de semences et construction de salles de classe ;
- Achat de 150 feuilles de tôle – financée par AGR :
Posture de fondation sur ses actions d'autonomisation :

Les communautés doivent comprendre qu'il faut travailler. Action de développement de l'autonomie et de la confiance intra-communautaire.

- Autre programme financé par les AGR projet d'un Atelier couture en cours : production de vêtements /formation scolaire. + campagnes d'incitation à consommer local. Don de vêtements, création de fiches techniques,
- Recherche sur la fibre de banane pour une production textile originale.

NB : Les femmes sont les réels chefs de famille et ne vont pas jouer ou boire l'argent gagné par les AGR.

« *Le haïtien aime tout le monde sauf lui-même* ». Un sentiment à transformer.

Violence et viols des plus jeunes dans la Grand'anse :

Mise en place de cellules et comités spécifiques à la problématique de la violence liée au genre.

Contexte : sous Martelli (lui-même réputé violent avec son épouse) : aucun budget débloqué pour la condition féminine (coordinatrice territoriale non impliquée, partenaires non impliqués, manque de leadership dans les organisations de femmes car elles ne sont pas formées au plaidoyer. Les actions politiques développées par les femmes sont reléguées au rang de la masse et n'ont pas d'impact en termes de décision.

Aucune figure féminine intellectuelle n'a pris le parti de défendre cet aspect en Haïti. Les viols en milieu intellectuel se gèrent en famille et ne sortent pas du clan.

La corruption semble également très forte dans la Grand'Anse.

Les leviers d'actions possibles :

Travailler par l'éducation – responsabiliser les communautés

Renforcement des valeurs de respect de la personne humaine et de dignité de la vie.

Indépendance judiciaire : que les juges soient élus par la population.

Coordonner un dispositif dédié à la violence faite aux femmes et la violence domestique.

Créer un espace d'accueil pour les femmes victimes – une sorte de foyer de femmes.

Voir pour cela en annexe le travail de l'association.

NB : L'accès aux soins est très limité à cause de l'absence de médecin ou chirurgien à Jérémie.

Les femmes ne sont pas représentées dans la police à Jérémie.

Concernant la situation des enfants Restavek: Les familles les plus pauvres lorsqu'elles ont de la famille, envoient l'un de leur enfant en placement chez une sœur, un oncle, un cousin, un parent... ces enfants contre une éducation minimum mais surtout le gîte et le couvert sont amenés à réaliser à minima des travaux ménagers pour le compte de la famille d'accueil.

Exploitation courante des enfants « restavek » :

Il existe des formes d'exploitations par le travail et des formes d'exploitations sexuelles de ces enfants !! Les maris, fils et cousins « utilisent » ces enfants et quand une jeune fille tombe enceinte, la mère de famille défend plutôt son mari et rejette l'enfant.

Par ailleurs, la confiance intracommunautaire est cassée depuis l'esclavage. La confiance n'existe pas, ce qui freine aussi toute velléité de construction solidaire. Il existe un décalage, une différence et un rapport de classe entre les anciens esclaves domestiques et les autres (talents, champs..) - Les différentes expressions

professionnelles dans leur « concurrence » semblent aussi avoir contribué à détruire la confiance entre les habitants...

Les pistes d'actions possibles suite à cette rencontre :

- Travail de fond très difficile. Il faut renforcer le bénévolat. Ce sont les femmes qui éduquent les enfants.
- Il existe un fond unit pour la diaspora haïtienne non institutionnalisé à ce jour – le soutien reste individuel.
- Pour travailler sur la confiance, il est important de mettre en place des unités d'accompagnement et de formation, des ateliers autour de la connaissance de soi et de l'autre. Il faut sortir de l'ignorance et découvrir les qualités de l'autre. Apprendre à se connaître à être soi-même et démystifier l'histoire, la replacer dans son contexte.
- Organiser des rencontres d'experts et autres actions à développer localement qui existent au niveau national et international pour la libération des *restavek* et la sensibilisation des familles.

**Rencontre avec Nadine ANILUS – responsable et fondatrice du REFKAD –
« résopanmkapab d’Ayiti ».**

L'association fédère 45 organisations de femmes qui ont chacune leurs membres.

Nadine Anilus est par ailleurs consultante indépendante et mène cette action de façon bénévole, considérant que c'est une contribution minimum. Elle forme régulièrement d'autres volontaires.

Thématiques d'actions :

Lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles.

Centre d'écoute et d'accompagnement

Interventions auprès de la police, de la justice et des hôpitaux.

Autonomisation économique des femmes.

Leadership au féminin – club des jeunes filles.

Participation politique des femmes – travail auprès des partis politiques.

Lobbies institutionnels :

- Lois/ femmes et filles
- Santé des femmes et des filles
- Paternité et maternité - responsabilité
- Sensibilisation des jeunes filles – modules de formations :
- S'identifier
- Se défendre
- Se former à un métier, processus de professionnalisation.

Changement climatique et genre : 50 femmes formées grâce à la mise en place d'un GAF – groupe d'action femmes : sensibilisation à l'environnement, gestion de l'environnement. (Article à recevoir sur cette question).

NB : si envoi de vidéo sur place, elles pourront être traduites.

Approche genre et développement.

Développement d'activités génératrices de revenus AGR : les femmes
« lessiveuses » -activité informelle :

- Destinées aux femmes très très pauvres.
- Absence d'assistance sociale
- Création de centres équipés
- Institutionnalisation
- Système de collecte et livraison de vêtements à mettre en place
- Créer l'emploi des femmes qui en font déjà leur activité informelle mais dans de mauvaises conditions et sous payées pour leur travail.
- Lutter contre la pénibilité de ce type d'activité.

Problématiques rencontrées :

Solitude

Pas de fonds disponibles

Pas de supports techniques.

La société civile est peu reconnue et bien moins soutenue que les structures d'état.

Un phénomène observé depuis plusieurs années : la féminisation de la société – 52,25% des familles sont monoparentales avec une femme comme chef de famille

Dans la société haïtienne, l'impact des hommes, leur décision reste dominante. Volonté d'inviter jusqu'à 30 d'hommes dans les réunions de sensibilisation pour agir sur les mentalités. Il faut éduquer les hommes aussi.

Nous échangeons sur le fait qu'un rapprochement entre les 2 structures (celle de Gabrielle Paul) pourrait se faire et notamment sur :

- Le dialogue communautaire pour travail sur la confiance,
- Genre et gouvernance.
- Genre et rapprochement communautaire
- Leadership féminin.

Concernant les travaux de recherche –action possibles à développer –

Une action de recueil de données est en cours concernant les typologies de violences faites aux femmes et typologies de situations en Haïti à travers le centre d'écoute.

NB : les violences psychologiques et verbales ne sont pas considérées en Haïti.

Nous échangeons sur la situation des restaveks qui selon elle est liée à l'absence du père qui crée une forme de misère dans les foyers et entraîne la « fatalité » des restaveks. C'est un problème d'absence de moyens économiques pour les mères laissées seules avec de nombreux enfants à charge.

Des travaux de sensibilisation auprès des femmes sont développées au sein de l'association – campagne auprès des femmes pour ne pas accepter d'enfants en domesticité à la maison, pour que les enfants vivent dans le respect de la dignité de leurs vies.

Des modules de formation spécialisés sur le genre sont actuellement dispensés à l'institut ISTEAH d'Haïti ; des ateliers sur la mobilisation des filles dans les matières scientifiques et aussi en linguistique une commission « créole et genre ».

NB : un projet d'équipement en ordinateurs portable sous linux est intéressant pour la structure. Reste à trouver des fonds pour le transport.

Rencontre avec Pierre Enocque François – Compte rendu

Actuellement responsable d'un nouveau projet d' « *éducation pour tous* » dans le cadre du ministère de l'éducation nationale avec des actions dans 4 départements du Sud.

Objectifs :

Améliorer la qualité de l'apprentissage,

La pertinence et l'état du matériel utilisé ; les livres scolaires ; la qualité de l'alimentation dans les cantines ; la qualité de formation et d'accompagnement des professeurs

Formé à la recherche –action dans le cadre d'un DHEPS à Paris.

Auteur d'une thèse sur le « *système éducatif et abandon social en Haïti* ».

Envisage le développement de projets de formation en direction des jeunes et des professionnels.

Une discussion sur la situation et la réalité des enfants des rues ou Restaveks en Haïti a pu faire l'objet d'un échange approfondi. Thématique par ailleurs développée dans sa thèse. Pour Pierre Enocque François, la situation des restaveks est dramatique même si selon lui tout le monde en Haïti sait et est habitué à côtoyer ou croiser ces enfants. Il reste pourtant persuadé que les campagnes sont moins impactées que les villes et que l'exploitation des enfants est plus grave en milieu urbain de fait qu'en milieu rural. Il partage cette opinion avec la plupart des gens que nous avons investigués à minima sur cette question.

Mais à l'unanimité tous pense que cette réalité est inéluctable et impossible à arrêter !! Selon Pierre Enocque François, la situation de pauvreté dans laquelle se trouve de très nombreuses familles en Haïti explique et alimente le phénomène. Les familles ne pouvant pas prendre en charge leurs enfants les envoient dans le meilleur des cas chez un frère ou un parent éloigné. Personne n'envoie son enfant volontairement en esclavage, mais tous savent bien qu'elle sera la réalité vécue des enfants « placés » ainsi dans d'autres familles.

Les seules alternatives restent d'interdire ou de fortement déconseiller le recours à un restaveks. Egalement de rendre obligatoire et contrôlé le fait d'envoyer les enfants restaveks à l'école. C'est une évolution liée au droit qui pourrait faire changer les choses assortie d'une incitation des planteurs à éviter de faire travailler les enfants dans les plantations de matière première.

Nous avons longuement discuté des perspectives de développement d'une unité d'action et de recherche qui pourrait être développée dans la région des Cayes et notamment spécialisée dans la formation des acteurs de terrain en Recherche action. Une première action avait déjà été initiée il y a de cela plusieurs années mais avait été interrompue à cause d'un accident de la route ayant entraîné le décès de Marie-Lise Semblat avec laquelle le projet avait été développé en partenariat avec Aster International.

ACI étant membre d'Aster International, le lien a pu être facilité et les projets relancés.

Annexe 2 - Rencontres auprès de structures impliquées dans le soutien à la commercialisation des acteurs locaux :

- *La structure Caribbean Export(présentation de l'agence.)*
- *La FAO – rencontre avec AloysNiziguimana*
- *Jean Chesnel Ayitica*

Rencontre // avec Kerlyne responsable technique de l'agence de développement Caribbean Export :

Agence spécialisée sur la promotion de l'export auprès des TPE/PME. C'est une agence d'exécution. La structure intervient et soutient le développement d'entreprises afin de faciliter la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'exportation. Elle met les acteurs en relation avec l'ensemble des parties prenantes de la chaîne d'exportation, finance les dépenses éventuelles liées à la démarche

d'exportation. Elle ne finance pas directement la structure mais peut soutenir le financement d'une certification par exemple facilitant la commercialisation.

Pour le soutien aux filières, l'agence à travers l'intervention d'un consultant, identifie les capacités et la maîtrise par la structure demandeuse de l'ensemble de sa chaîne de valeur, y compris sa capacité d'exportation. Elle peut le cas échéant accompagner et financer la participation de la structure à des salons spécialisés pour faciliter sa commercialisation, faciliter l'ouverture de nouveaux marchés.

La commercialisation locale est un point important qui est encouragé... !!

Rencontre avec Aloys Niziguimana, responsable du programme d'action de la FAO sur le territoire et notamment dans la Grand'Anse.

Actuellement la FAO coordonne et finance l'équipement et le développement de la commercialisation pour une partie des acteurs locaux sélectionnés pour ce programme sur le territoire de la Grand'Anse.

La finalité est centrée sur l'amélioration de l'économie des ménages ruraux, basée sur une approche multisectorielle, avec la création d'activités génératrices de ressources et un appui à la production agricole (production de cacao, et autres denrées agroforestières, l'élevage, la laiterie etc.)

Un projet de création d'un centre de transformation de produits fruitiers à Jérémie est en cours. Ce projet s'inscrit également en appui aux femmes rurales avec 3 axes de développement :

La formation technique de transformation.

L'équipement et la gestion/ entretien des équipements.

La commercialisation.

Plusieurs expérimentations en cours démontrent la faisabilité de ces projets :

La laiterie de Marfran pour la production de yaourt / fromage et beurre. Unité reconstruite après le passage de Matthew et qui présente aujourd'hui une compétitivité exemplaire pour un produit local.

Autre exemple d'actions soutenues par la FAO autour de la production et de la transformation d'Arachide dans le Nord est en Haïti avec parallèlement une lutte contre une toxine provoquant le cancer du foie.

Nous validons ensemble que sur le champ de la commercialisation, une collaboration serait possible et intéressante dans la Grand'Anse, entre les 2 projets, sachant que l'action actuelle de la FAO doit être finalisée fin 2018 avec des actions de suivi probable dans les mois qui suivront.

Un contact local spécifique nous a été donné pour construire cette possible collaboration :

PatuJume Shang - + 509 44270707 / +509 36389640 (What's app).

Nous évoquons pour finir l'expérience remarquable des champs paysans animés par des facilitateurs et ayant pour vocation la formation des planteurs, paysans locaux, en même temps que l'amélioration de la productivité. Sachant que ce schéma de transmission est particulièrement efficace auprès des femmes et contribue durablement à l'amélioration générale des pratiques agricoles notamment dans le cadre du maraichage.

Rencontre avec Jean Chesnel directeur de la structure Ayitica – Jacmel.

Point historique sur les études techniques antérieures portant sur les prélèvements de feuilles de cacaoyers réalisées par une première délégation d'expert du Cirad dont Michel Bocara.

Nous avons confirmation que l'ouragan Matthew a également ravagé les récoltes du projet Ayitica.

Le projet Ayitica se développe avec un redémarrage de l'exploitation grâce à un financement de 100 Ha dans le sud et l'exploitation de jardins clonaux dont 1 dizaine cultivable.

Comme c'était initialement prévu, le projet Ayitica a bien recruté un expert cubain pour la formation et le soutien techniques des paysans locaux formés par le projet.

Etat de la production actuelle : 10 à 15T hors certification bio. Exportation vers la Belgique, l'Italie, éthiquable...)

Processus de fermentation (5 jours) sur le criollo (15% de fèves blanches récoltées).

Echange sur la nécessité de travailler sur la reconnaissance nationale par l'ICCO du cacao Haïtien. Mais impose l'organisation nationale d'une filière en reconstruction.

Actuellement en Haïti, le volume maximum de cacao fermenté s'élève à 400T sur 5000 T potentiels.

Le défaut de capitalisation des actions menées en Haïti est un problème. Un partenariat avec l'université des CAYES pourrait être mobilisé pour créer au moins une collection haïtienne et ainsi en conserver la mémoire.

Actuellement le projet Ayitica accompagne l'activité de 400 producteurs sur 120 Ha, avec la mise en place d'un système agroforestier. Formations à l'appui.

Annexes 3 en PJ : Emargements, charte de valeurs, Photos(dropbox) textes, autres documents clés.